

## De la « ville dissuasive » à la « ville solidaire »

### Numéro proposé par :

Lucie Bony, géographe et sociologue, CR CNRS, UMR 5319 Passages

Marie Chabrol, géographe, MCF Université de Picardie Jules Verne, EA 4287 Habiter le Monde

Sylvie Letniowska-Swiat, MCF Université d'Artois, EA 2468 Discontinuités

Ce numéro de la revue *Espace, Populations et Sociétés* sera consacré aux rapports à l'altérité en ville. Les figures de l'altérité sont relatives et renvoient à tout individu ou groupe social considéré comme « autre » en vertu de sa provenance, de sa mobilité, sa culture, son statut social, sa religion, etc. (Gotman, 2004). Certaines « figures » incarnent toutefois spécifiquement cette altérité : migrants, personnes sans logis, prostitués, groupes de jeunes.

Dans un contexte d'accroissement des inégalités, notamment lié à la néolibéralisation des rapports sociaux et à la précarisation de l'emploi, nombre de travaux constatent que la ville se ferme (Capron, 2006) et se fragmente aussi bien spatialement que politiquement, économiquement et socialement (Bénil, *et al.* 2007). Les chercheurs observent ainsi des dynamiques de « mise à l'écart », de « marginalisation », d'« exclusion », voire d'« expulsion » ou d'« éviction » (Estebanez, Raad, 2016). Qu'elle soit qualifiée de « revanchiste » (Smith, 1996) ou de dissuasive (Terrolle, 2004), la ville a finalement tendance à rejeter les plus pauvres.

Dans une autre perspective, la recherche urbaine s'attache également à mettre au jour les formes de régulation de ces inégalités, en montrant que la ville peut être « solidaire » (Gloor *et al.*, 2014 ; Rousseau *et al.*, 2014), « accueillante » (Hanappe, 2018) et conserve une fonction d'hospitalité pour les plus précaires et une fonction de réduction des inégalités.

Entre la ville « revanchiste » et celle qui demeure « accueillante » existe toute une gamme de situations intermédiaires que l'on peut saisir à travers une multitude d'acteurs et à travers la manière dont une place est faite, laissée – parfois de manière contrainte – ou refusée, mais aussi saisie et défendue par les plus précaires des habitants.

Ces tensions entre accueil et rejet, hospitalité et inhospitalité ou encore intégration et exclusion en ville ne sont pas récentes (Gotman, 2003 ; Boudou, 2017). Ces questions ont toutefois connu un récent regain d'intérêt avec la « crise migratoire », consistant plutôt en une « crise de l'hospitalité » (Akoka *et al.*, 2017) que connaissent actuellement les Etats européens (Bontemps *et al.*, 2018).

Ce numéro de la revue *Espace, Populations, Sociétés* sollicitera des articles mettant en lumière les tensions et articulations entre ces dynamiques urbaines. Si l'on pense d'emblée à une première forme d'articulation qui considère les pratiques de solidarité en tant que modalités de résistance à la fermeture de la ville, d'autres existent et méritent d'être étudiées. Par exemple, les pratiques de solidarités peuvent avoir des effets ambivalents et produire des dommages collatéraux non-escomptés en provoquant de l'exclusion (c'est par exemple le cas des dispositifs d'action sociale ciblant un public particulier –les femmes, les jeunes, etc.- et entraînant de fait la mise à l'écart du reste de la population). Par ailleurs, le social peut donner lieu à un traitement sécuritaire qui engendre certaines dérives des dispositifs d'action sociale. La frontière entre assistance sociale et « nettoyage » policier est par exemple étroite : « au prétexte d'une sollicitude éthiquement inattaquable envers cette population, le Samusocial œuvre à une salubrité publique discrète : nettoyer la ville de tous les sans feu ni lieu que notre société produit. [...] Sous couvert d'entraide et d'assistance, elle joue aussi un rôle de contrôle et d'encadrement d'une population urbaine jugée "dangereuse" » (Terrolle, 2004). L'articulation entre accueil et rejet peut aussi résulter des contradictions des missions conférées aux acteurs en charge de l'action sociale, à l'instar des agents de gestion des espaces de transport qui sont chargés à la fois de « venir en aide » aux sans-abri et de « leur demander de sortir » (Soutrenon, 2001).

L'enjeu de ce numéro de la revue *Espace, Populations et Sociétés* sera de développer et de valoriser des travaux articulant l'analyse des processus d'intégration et d'exclusion en ville, mais aussi de mettre en regard des recherches abordant ces questions dans des champs thématiques divers. En effet,

cette problématique soulève non seulement des enjeux dans les champs de recherche sur les migrations ou la pauvreté, mais aussi sur la mobilité, le logement, l'espace public, les mouvements sociaux etc. Les articles pourront concerner aussi bien les espaces des pays des Nordes que ceux des pays des Suds.

Plusieurs entrées peuvent être envisagées :

### **1. Entrée par les politiques publiques**

Une première entrée peut être consacrée aux politiques publiques d'hospitalité et d'hostilité. Si celles-ci sont traditionnellement décidées au niveau national, elles peuvent également être édictées par des institutions et organisations infra et supra-étatiques et réalisées en deçà et au-delà de l'Etat.

Pourront notamment être étudiées les tendances néo-municipalistes revendiquant une autonomie accrue du local. L'importance de l'échelle locale dans les politiques d'accueil transparait par exemple dans les « villes rebelles » (Harvey, 2015), qui se veulent socialement plus justes et écologiquement plus rationnelles, ou encore dans la promulgation des « villes sanctuaires », qui « refuse[nt] de coopérer avec les autorités fédérales dans la mise en œuvre des politiques nationales d'immigration et qui assure[nt] l'accès aux services municipaux sans considération du statut administratif des individus » (Paquet, 2017). A l'inverse, les arrêtés municipaux anti-mendicité témoignent de politiques locales d'exclusion.

L'objectif des contributions pourra être de questionner la singularité des situations locales d'accueil ou de rejet de l'autre, en lien avec les contextes historiques, géographiques et politiques des territoires dans lesquels elles s'inscrivent.

### **2. Entrée par les acteurs**

Il convient aussi de s'intéresser aux acteurs de terrain qui mettent concrètement en œuvre ces politiques. Ceux-ci sont de plus en plus divers (agents publics, associations, groupes privés, collectifs habitants, etc.), soulevant des questions quant à l'articulation et aux contradictions de leurs actions.

Il peut également s'agir d'analyser la façon dont leurs pratiques et leurs discours participent à la construction d'une population comme vulnérable et/ou criminelle. Cette opération cognitive d'identification des « autres » peut aussi être appréhendée comme un moyen de redéfinition ou de repositionnement du « Nous » (Hassoun, 2009).

Ensuite, il importe de prendre en considération le vécu des personnes faisant l'expérience de ces politiques d'accueil et de rejet, en s'intéressant à leurs pratiques, leurs parcours, leurs modes de vie. Quels sont les lieux qu'elles fréquentent (lieux-ressources) ou qu'elles évitent ? Dans quelle mesure la configuration de leur espace de vie est-elle révélatrice de leur place dans la ville ?

### **3. Entrée par les lieux d'accueil et les lieux de rejet**

Il peut enfin être intéressant d'appréhender les lieux hospitaliers ou d'hostilité qui constituent l'espace urbain. Ces lieux pourront être qualifiés selon leur agencement, leur mode de régulation et les interactions entre les personnes qui les fréquentent.

Pourra être analysée l'ambivalence des lieux d'accueil, à l'instar des centres d'hébergement dont les filières d'accès sont loin d'être systématiquement inconditionnelles (Soulié, 1997) et qui sont des lieux de violence symbolique (Bruneteaux, 2006).

A l'inverse, il peut être intéressant de comprendre comment s'exprime l'accueil dans les lieux non hospitaliers tels que les prisons, les centres de rétention, les commissariats, etc.

La compréhension de l'hospitalité ou l'hostilité de la ville peut enfin passer par l'étude de son aménagement général et l'organisation des lieux publics (Froment-Meurice, 2016).

#### **Calendrier**

Les auteurs intéressés devront faire parvenir un résumé de leur contribution (environ 350 mots) aux responsables du numéro, au plus tard **le 22 mai 2020**.

Si la proposition est retenue, les auteurs en seront informés **fin juin 2020** et les articles finalisés seront attendus pour l'automne. Les articles reçus seront évalués selon les normes habituelles de la revue.

La mise en ligne est prévue pour le début de l'année 2021.

## Contacts

Titres, résumés et articles sont à envoyer à :

Lucie Bony – [Lucie.BONY@cnrs.fr](mailto:Lucie.BONY@cnrs.fr)

Marie Chabrol – [marie.chabrol@u-picardie.fr](mailto:marie.chabrol@u-picardie.fr)

Sylvie Letniowska-Swiat – [sylvie.letniowskaswiat@univ-artois.fr](mailto:sylvie.letniowskaswiat@univ-artois.fr)

## Bibliographie

- Akoka Karen, Carlier Marine, de Coussemaker Solange, 2017, « "Ce n'est pas une crise des migrants mais une crise des politiques d'hospitalité" », *Revue Projet*, Vol. 5, n° 360, p. 77-83.
- Bontemps Véronique, Makaremi Chowra, Mazo Sarah (dir.), 2018, *Entre accueil et rejet : ce que les villes font aux migrants*, Lyon, Le Passager clandestin, 159 p.
- Bénit Claire, Didier Sophie, Dorier-Apprill Elisabeth, Gervais-Lambony Philippe, 2007, « Fragmentations » in Dorier-Apprill Elisabeth, Gervais-Lambony Philippe (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin, pp. 15-38.
- Boudou Benjamin, 2017, *Politique de l'hospitalité*, Paris, CNRS Editions, 248 p.
- Bruneteaux Patrick, 2006, « L'hébergement d'urgence à Paris ou l'accueil en souffrance », *Sociétés contemporaines*, Vol. 3, n° 63, pp. 105-125.
- Capron Guénola (dir.), 2006, *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*, Paris, Bréal, 288 p.
- Estebanez Jean, Raad Lina, 2016, « Les indésirables », *Géographie et cultures*, n° 98, pp. 5-22.
- Froment-Meurice Muriel, 2016, *Produire et réguler les espaces publics contemporains : les politiques de gestion de l'indésirabilité à Paris*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris Est, 388 p.
- Gloor Marie, Lauzeral Margot, Leveugle Jean (dir.), 2014, *Ville solidaire. Etat de la littérature*, Paris, Rapport du PUCA, 134 p.
- Gotman Anne, 2003, « Barrières urbaines, politiques publiques et usages de l'hospitalité », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°94, pp. 6-15.
- Gotman Anne (dir.), 2004, *Villes et hospitalité. Les municipalités et leurs « étrangers »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 494 p.
- Hanappe Cyrille (dir.), 2018, *La ville accueillante. Accueillir à Grande-Synthe. Question théoriques et pratiques sur les exilés, l'architecture et la ville*, Paris, Editions du PUCA, collection Recherche n°236, 528 p.
- Harvey David, 2015, *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Buchet-Chastel.
- Hassoun Jean-Pierre, 2009, « Altérités urbaines », *Genèses*, vol. 3, n° 76, pp. 2-7
- Paquet Mireille, 2017, « Aux États-Unis, des villes sanctuaires », *Plein droit*, n°115, pp. 11-14.
- Rousseau Max, Beal Vincent, Faburel Guillaume (dir.), 2014, *Pratiques et politiques de la ville solidaire*, Paris, Rapport du PUCA, 288 p.
- Smith Neil, 1996, *The new urban frontier. Gentrification and the revanchist city*, London, Routledge, 288 p.
- Soulié Charles, 1997, « Le classement des sans-abri », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 118, pp. 69-80.
- Soutrenon Emmanuel, 2001, « Faites qu'ils (s'en) sortent... À propos du traitement réservé aux sans-abri dans le métro parisien », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 136-137, p. 38-48.
- Terrolle Daniel, 2004, « La ville dissuasive : l'envers de la solidarité avec les SDF », *Espaces et Sociétés*, n°116-117, pp. 143-157.

*English version*

## **From “dissuasive city” to “solidary city”**

This journal issue of *Espace, Populations et Sociétés* will be devoted to relationships with otherness in the city. Figures of otherness are relative and refer to any individual or social group considered as “other” because of its origin, mobility, culture, social status, religion, etc. (Gotman, 2004). However some “figures” typically embody this otherness: migrants, homeless people, prostitutes, youth groups.

In a context of increasing inequalities, especially linked to the neoliberalisation of social relations and the precarisation of employment, many studies find that the city is closing (Capron, 2006) and is fragmenting spatially as well as politically, economically and socially (Bénil, et al., 2007). Researchers observe dynamics of “marginalization”, “exclusion”, or even “expulsion” or “eviction” (Estebanez, Raad, 2016). Whether it is called “revanchist” (Smith, 1996) or “dissuasive” (Terrolle, 2004), the city finally tends to reject the poorest.

From another perspective, urban research also reveals the forms of regulation of these inequalities and shows that the city can be “solidary” (Gloor et al., 2014, Rousseau et al., 2014), “welcoming” (Hanappe, 2018). The city thus retains a function of hospitality for the most precarious and a function of reducing inequalities.

Between the “revanchist” and the “welcoming” city, there is a whole range of intermediate situations. They can be grasped through a multitude of actors and through the way a place is made, left - sometimes in a constrained way - or refused, but also seized and defended by the most precarious inhabitants.

These tensions in the city between reception and rejection, hospitality and inhospitality or integration and exclusion are not recent (Gotman, 2003, Boudou, 2017). However, these issues have recently seen renewed interest due to the “migration crisis”, which is rather a “crisis of hospitality” (Akoka et al., 2017) in European states (Bontemps et al., 2018).

This journal issue of *Espace, Populations, Sociétés* call for articles that study the tensions and articulations between these urban dynamics. If a first form of articulation considers practices of solidarity as modalities of resistance to the closure of the city, others exist and deserve to be studied. For example, solidarity practices can have ambivalent effects: they can produce unintended collateral damage and cause exclusion: some social action devices that target a particular audience (women, youth, etc.) tend to sideline the rest of the population. Moreover, social matters can generate a security treatment that results in some drifts of social action devices. The border between social assistance and police “cleansing” is, for example, narrow: “under the pretext of an ethically unassailable solicitude towards this population [homeless], the Samusocial works towards a discreet public cleanliness: clean the city of all people without home or place that our society products. [...] Under the pretense of mutual aid and assistance, it also plays a role of control and supervision of an urban population deemed “dangerous”” (Terrolle, 2004). The link between welcome and reject can also result from the contradictions of the tasks given to the actors in charge of social action: a good example is the transport space management whose officers are in charge of both “helping” homeless while “asking them out” (Soutrenon, 2001).

The first challenge of this journal issue of *Espace, Populations et Sociétés* is to develop and promote works that articulate the analysis of the processes of integration and exclusion in the city. The second challenge also is to compare research addressing these issues in various thematic fields. Indeed, this issue raises issues in the research fields not only on migration or poverty, but also on mobility, housing, public space, social movements etc.

Several entries can be considered:

### **1. Entry through public policies**

A first perspective is the public policies of hospitality and hostility: these are usually decided at the national level, but they also can be enacted by infra and supra-state institutions and organizations. In particular, neo-municipalist tendencies claiming greater autonomy of the local could be an object of study. "Rebel cities" (Harvey, 2015) or "sanctuary cities" (Paquet 2017) are for instance good examples of the importance of the local scale in welcome policies: rebel cities claim to be socially more just and ecologically more rational, whereas sanctuary cities "refuse to cooperate with federal authorities in the implementation of national immigration policies and ensure access to municipal services regardless of the administrative status of individuals" (Paquet, 2017). Conversely, municipal anti-begging decrees testify to local exclusion policies.

The purpose of the contributions may be to question the singularity of the local situations of reception or rejection of the other, in connection with the historical, geographical and political contexts of the territories in which they are inscribed.

## **2. Entry by the actors**

It is also important to consider the actors on the ground who actually implement these policies. They are increasingly diverse: public officials, associations, private groups, collective inhabitants, etc. This raises questions about the articulation and contradictions of their actions.

Practices and discourses also can be analyzed. How do they contribute to the construction of part of the population as vulnerable and / or criminal? This cognitive operation of identifying "others" can also be understood as a means of redefining or repositioning the "We" (Hassoun, 2009).

Secondly, it is important to consider the experiences of those who live these welcome or exclusion policies by looking at their practices, paths, their way of life? What are the places they frequent (resource sites)? What are those they avoid? How does the configuration of their living space reveal their place in the city?

## **3. Entry by the places of welcome and the places of rejection**

Finally, it may be interesting to apprehend the hospitable or hostile places that make up the urban space. These places can be qualified by their layout, their mode of regulation and by the interactions between the people who frequent them.

The ambivalence of the welcome centers can be analyzed. The emergency housing is an example: their access is not systematically unconditional (Soulié, 1997); they also are places of symbolic violence (Bruneteaux, 2006).

On the other hand, it is interesting to understand how hospitality is expressed in non-hospital places such as prisons, detention centers, police stations, etc.

The understanding of the hospitality or hostility of the city can finally be studied by its general layout and the organization of public places (Froment-Meurice, 2016).

## **Bibliography**

Akoka Karen, Carlier Marine, de Coussemaker Solange, 2017, « "Ce n'est pas une crise des migrants mais une crise des politiques d'hospitalité" », *Revue Projet*, Vol. 5, n° 360, p. 77-83.

Bontemps Véronique, Makaremi Chowra, Mazo Sarah (dir.), 2018, *Entre accueil et rejet : ce que les villes font aux migrants*, Lyon, Le Passager clandestin, 159 p.

Bénil Claire, Didier Sophie, Dorier-Apprill Elisabeth, Gervais-Lambony Philippe, 2007, « Fragmentations » in Dorier-Apprill Elisabeth, Gervais-Lambony Philippe (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin, pp. 15-38.

Boudou Benjamin, 2017, *Politique de l'hospitalité*, Paris, CNRS Editions, 248 p.

Bruneteaux Patrick, 2006, « L'hébergement d'urgence à Paris ou l'accueil en souffrance », *Sociétés contemporaines*, Vol. 3, n° 63, pp. 105-125.

Capron Guénola (dir.), 2006, *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*, Paris, Bréal, 288 p.

Estebanez Jean, Raad Lina, 2016, « Les indésirables », *Géographie et cultures*, n° 98, pp. 5-22.

Froment-Meurice Muriel, 2016, *Produire et réguler les espaces publics contemporains : les politiques de gestion de l'indésirabilité à Paris*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris Est, 388 p.

- Gloor Marie, Lauzeral Margot, Leveugle Jean (dir.), 2014, *Ville solidaire. Etat de la littérature*, Paris, Rapport du PUCA, 134 p.
- Gotman Anne, 2003, « Barrières urbaines, politiques publiques et usages de l'hospitalité », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°94, pp. 6-15.
- Gotman Anne (dir.), 2004, *Villes et hospitalité. Les municipalités et leurs « étrangers »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 494 p.
- Hanappe Cyrille (dir.), 2018, *La ville accueillante. Accueillir à Grande-Synthe. Question théoriques et pratiques sur les exilés, l'architecture et la ville*, Paris, Editions du PUCA, collection Recherche n°236, 528 p.
- Harvey David, 2015, *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Buchet-Chastel.
- Hassoun Jean-Pierre, 2009, « Altérités urbaines », *Genèses*, vol. 3, n° 76, pp. 2-7
- Paquet Mireille, 2017, « Aux États-Unis, des villes sanctuaires », *Plein droit*, n°115, pp. 11-14.
- Rousseau Max, Beal Vincent, Faburel Guillaume (dir.), 2014, *Pratiques et politiques de la ville solidaire*, Paris, Rapport du PUCA, 288 p.
- Smith Neil, 1996, *The new urban frontier. Gentrification and the revanchist city*, London, Routledge, 288 p.
- Soulié Charles, 1997, « Le classement des sans-abri », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 118, pp. 69-80.
- Soutrenon Emmanuel, 2001, « Faites qu'ils (s'en) sortent... À propos du traitement réservé aux sans-abri dans le métro parisien », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 136-137, p. 38-48.
- Terrolle Daniel, 2004, « La ville dissuasive : l'envers de la solidarité avec les SDF », *Espaces et Sociétés*, n°116-117, pp. 143-157.